



Débat sur les chars allemands : quel rôle jouent les intérêts US en matière d'armement ?

Débat sur les chars allemands : quel rôle jouent les intérêts américains en matière d'armement ? Jusqu'à présent, la livraison de Leopard 2 à l'Ukraine a toujours été discutée d'un point de vue militaire. Mais il y a aussi des intérêts en matière de politique d'armement. C'est une question d'argent, de pouvoir et d'influence. C'est là que les États-Unis et l'Allemagne se heurtent. Marco Seliger, Berlin 21/01/2023, 20h57

Un char de combat principal Leopard 2A7v de la Bundeswehr dans la zone d'entraînement militaire de Munster. Un char de combat principal Leopard 2A7v de la Bundeswehr dans la zone d'entraînement militaire de Munster.

Björn Trotsky / Imago Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, était entouré d'une foule de journalistes, micros tendus vers lui. On lui a demandé de répéter ce qu'il venait de dire dans la salle de réunion du groupe d'assistance à l'Ukraine à la base aérienne de Ramstein. Le gouvernement de Berlin, a déclaré le social-démocrate à ses homologues de plus de 50 pays, n'a pas encore décidé s'il approuverait la fourniture de Leopard 2 par d'autres États. L'Ukraine a besoin de chars de combat pour continuer à se défendre contre l'attaque russe. Mais le chancelier Olaf Scholz hésite et subit donc une pression massive de la part de nombreux alliés. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi l'Allemagne ne bougeait toujours pas, Pistorius a répondu en deux phrases : Il y a de bonnes raisons pour la livraison et de bonnes raisons contre elle. Et : Tous les arguments devraient être soigneusement pesés. Cela semblait évasif et les critiques ne se sont pas fait attendre. La livraison est nécessaire de toute urgence "pour arrêter l'agression russe, aider l'Ukraine et rétablir rapidement la paix en Europe", a déclaré samedi le ministre letton des Affaires étrangères Edgars Rinkevics. En tant que première puissance européenne, l'Allemagne a une responsabilité particulière à cet égard. L'expert en politique étrangère de la CDU, Roderich Kiesewetter, a expliqué qu'il voyait désormais l'Allemagne isolée en raison de l'attitude hésitante du gouvernement fédéral. Les États-Unis veulent proposer leurs propres chars Lorsque le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin est apparu devant la presse à Ramstein peu après Pistorius, on lui a demandé si l'Allemagne était suffisamment impliquée en tant que puissance leader en Europe. Austin n'a pas pu s'empêcher de sourire, mais a ensuite répondu que l'Allemagne en faisait assez et était un "allié fiable".

Il devrait savoir exactement pourquoi Pistorius parlait de bonnes raisons pour et de bonnes raisons contre les livraisons de chars. Les raisons en sont de nature militaire : sans chars, l'Ukraine ne peut pas se défendre avec succès. Les raisons contre cela ont moins à voir avec l'Ukraine qu'avec Lloyd Austin, les USA et leurs intérêts nationaux : les Américains n'attendent que les Européens pour donner leur Leopard 2 à l'Ukraine. Parce qu'alors ils peuvent proposer leurs propres réservoirs en remplacement. La guerre d'Ukraine offre aux USA une occasion unique, après les hélicoptères, les avions de chasse et les fusées, de prendre pied sur le marché européen de l'armement avec les véhicules blindés et d'évincer la concurrence allemande. Ils ne veulent pas rater cette chance. Les Américains ne s'en cachent pas. Dans les années 1960, ils ont formé la Defense Security Cooperation Agency, une agence relevant du secrétaire à la Défense Lloyd Austin. Votre travail consiste à persuader les États d'acheter des armes américaines. L'objectif est de les rattacher durablement aux États-Unis. Cela présente plusieurs avantages pour les Américains. Les partenaires disposant des mêmes armes sont plus faciles à intégrer dans les coalitions militaires dirigées par les États-Unis. En achetant des armes, ils s'assurent également que le nombre augmente et donc que les coûts diminuent. Cela profite au Pentagone, qui doit payer moins pour ses armes. Enfin, l'industrie américaine de l'armement peut investir les revenus supplémentaires dans l'amélioration et le développement de nouvelles armes. Cela renforce non seulement leurs capacités, mais augmente également "notre capacité à rester l'armée la plus meurtrière au monde".

C'est du moins ce qui est écrit sur le site de la Defense Security Cooperation Agency. Lorsque Lloyd Austin exhorte le gouvernement allemand à autoriser l'expédition du Leopard 2 en Ukraine, il pense également aux intérêts américains. Ce faisant, il plonge les Allemands et le chancelier Scholz dans un dilemme. Si Scholz cède, il nuit aux intérêts allemands. S'il persiste, il risque que l'Ukraine perde plus de territoire, nuisant ainsi également aux intérêts allemands. L'origine de cette situation délicate est liée à la politique de sécurité allemande des trente dernières années. L'industrie allemande ne peut pas remplacer l'Ukraine Leopard Les gouvernements de tous bords ont réduit le budget de la Bundeswehr allemande. Il ne restait presque plus d'argent pour de nouvelles armes. Le sous-blindage n'a plus reçu de commandes et a dû réduire ses capacités. Les chars comme le Leopard 2 n'étaient plus fabriqués industriellement, mais en usine.

Cela prend plus de temps et coûte plus cher. Parfois, deux ans s'écoulaient entre la production de l'acier blindé et la remise du véhicule au client. Mais les clients n'étaient pas pressés, la paix régnait. Et les chars semblaient de toute façon être une obsolescence militaire. Tout le monde parlait de la cyberguerre et de la guerre des drones.

Puis vint l'invasion russe de l'Ukraine, et soudain non seulement la Bundeswehr mais aussi d'autres forces armées occidentales se rendirent compte qu'elles avaient trop réduit leurs

capacités. S'ils doivent remettre leurs chars de combat, qui sont de toute façon trop peu nombreux, à l'Ukraine, ils auront besoin de remplacements. Pas à un moment donné jusqu'à ce que l'industrie allemande des chars puisse livrer, mais immédiatement. Personne ne veut rester là nu, comme l'inspecteur de l'armée allemande s'est plaint de la Bundeswehr lorsque la guerre a éclaté le 24 février 2022. L'industrie allemande des chars a une excellente réputation à l'étranger. Avec le Leopard 2, Krauss-Maffei Wegmann et Rheinmetall ont construit le meilleur char du monde, mais aussi l'un des plus chers (7 à 8 millions d'euros dans la version 2A7). Rien que dans l'OTAN et l'UE, seize pays ont acheté le Leopard 2. Certains comptent plusieurs centaines de pièces, comme la Turquie, la Grèce, l'Espagne, la Pologne et la Finlande.

D'autres en ont cinquante ou moins, comme la Norvège, le Danemark et le Canada. Les livraisons d'armes comme instrument de la politique de sécurité Choisir un modèle de réservoir est un engagement à long terme. L'éducation et la formation des soldats, l'infrastructure de maintenance et de réparation, la fourniture de pièces de rechange - rien de tout cela ne peut être transféré d'un type de char à un autre du jour au lendemain. Une fois que vous êtes en affaires, vous restez pendant des décennies. Inversement, une fois que vous êtes en faillite, vous restez longtemps absent. Ce n'est pas seulement une perte économique. La vente d'armes garantit des impôts et des emplois à l'État et des bénéfices aux entreprises. Mais surtout, les exportations d'armes font partie de la politique étrangère et de sécurité.

Quiconque fournit à un autre État ce qu'il équipe ses propres forces armées crée de la confiance et en même temps une dépendance économique – et gagne ainsi en influence. Par exemple, un sous-marin dont l'hélice est endommagée ne peut être remis en service que si le fabricant fournit une nouvelle hélice. De cette manière, le pays producteur peut influencer directement la capacité de combat de l'État client. En Allemagne, cependant, les exportations d'armements n'ont pas été envisagées dans cette perspective pendant des décennies, mais d'un point de vue économique et surtout éthique. Les politiciens, en particulier du spectre de gauche, ne voulaient plus que des armes soient exportées d'Allemagne. Ils étaient convaincus que cela rendrait le monde plus pacifique. Les Américains mènent une politique différente, et de plus en plus impitoyable même envers leurs propres alliés. La France en a ressenti les effets il y a deux ans lorsque l'Australie a annulé un contrat de 56 milliards d'euros pour la construction de sous-marins afin d'acheter des bateaux américains. Le gouvernement américain avait auparavant signé une alliance de sécurité avec le gouvernement australien et la Grande-Bretagne, qui promettait aux Australiens le soutien des États-Unis. En échange, les Australiens devaient acheter leurs armes aux États-Unis. Les Américains jouent la carte de la confiance Pendant ce temps, le gouvernement américain utilise presque toutes les opportunités pour intensifier ses ventes d'armes.

À première vue, l'accord semble être bon pour les deux parties. Mais un examen plus approfondi révèle des anomalies. En janvier 2022, les Américains ont convenu avec la Croatie de livrer 89 véhicules de combat d'infanterie Bradley d'occasion, dont 22 en tant que donateurs de pièces détachées. Le prix de vente était de 130 millions d'euros moins 46 millions d'euros, que le département américain de la Défense a repris. Mais ce qui ressemblait initialement à une bonne affaire s'est avéré être une entreprise coûteuse. Les Bradley ont plus de trente ans. La Croatie a dû acheter un package complet comprenant les pièces de rechange, l'entretien et la maintenance. Volume total : 630 millions d'euros.

Cela signifie qu'un véhicule de combat d'infanterie obsolète coûte plus cher qu'un nouveau char de combat principal Leopard 2 dans sa version la plus moderne : 9 millions d'euros.

Les développements en Pologne sont particulièrement douloureux pour l'industrie allemande des chars. Au cours des vingt dernières années, le pays a acheté plus de 200 Leopard 2 en Allemagne. Après l'annexion russe de la Crimée, les relations germano-polonaises se sont détériorées. Le gouvernement de Varsovie a accusé Berlin d'adopter une politique beaucoup trop peu critique à l'égard de Moscou. L'Allemagne était perçue par la Pologne comme un cantoniste de plus en plus précaire, même lorsqu'il s'agissait d'acheter des armes. Dans le 1er juillet 2021, le ministre de la Défense Mariusz Blazczak a annoncé qu'il achèterait 250 chars de combat principaux M1 Abrams neufs et 116 d'occasion aux États-Unis pour un prix total de 8,85 milliards d'euros. Au cours de l'été de l'année dernière, la Pologne a également accepté d'acheter 1 000 chars de combat K-2 en Corée du Sud. Le fabricant installera une usine en Pologne à cet effet. L'industrie allemande avait également demandé la commande, mais n'a rien obtenu.

La Pologne achète maintenant des chars aux États-Unis et à la Corée du Sud. Une affaire gigantesque est perdue pour l'Allemagne. C'est d'autant plus douloureux qu'une chose est devenue claire avec les décisions polonaises : l'Allemagne, le voisin, n'est plus un partenaire stratégique de confiance. C'est maintenant les lointains États-Unis et encore plus loin la Corée du Sud. C'est cette carte de confiance que les États-Unis jouent maintenant dans la guerre contre l'Ukraine. En arrière-plan, ils proposent des réservoirs usagés de leur propre stock en remplacement et un partenariat industriel à long terme à tout pays qui pourrait fournir le Leopard 2 à l'Ukraine. C'est ce qu'on rapporte dans les milieux industriels allemands. Tout pays qui répond à l'offre américaine est perdu pour l'industrie allemande des chars. Et avec chaque pays qui perd l'industrie allemande, l'influence politique de Berlin sur ses alliés de l'OTAN et de l'UE diminue. Scholz : L'industrie de l'armement devrait produire plus vite. La guerre d'Ukraine, dit-on sans cesse, est une grosse affaire pour l'industrie d'armement allemande. Mais ce n'est pas vrai. Pour la première fois depuis des décennies, la demande d'armes explose en Occident. Cependant, les producteurs allemands ne peuvent pas livrer parce qu'ils n'ont pas les capacités. Les États-Unis, quant à eux, comptent déjà ce que les

ventes d'armes aux alliés européens pourraient rapporter pour remplacer leurs fournitures à l'Ukraine.

Le Centre sur le pouvoir militaire et politique de la Fondation pour la défense des démocraties, une organisation de lobbying de Washington apparemment financée par Israël, a récemment rapporté qu'un total de 21,7 milliards de dollars pourrait être attendu, qu'il s'agisse d'armes usagées ou neuves. Il y a quelques jours, le chancelier allemand, Olaf Scholz, s'est plaint qu'au vu des faibles quantités produites par les sociétés d'armement allemandes, on ne pouvait pas parler d'"une véritable industrie". Il a appelé à une augmentation significative de la production d'armes et de munitions. Samedi, le chef du parti SPD, Lars Klingbeil, a proposé un "pacte avec l'industrie de l'armement".

Les deux déclarations montrent une fois de plus qu'il n'y a pas de manque de connaissances dans la politique de sécurité allemande, mais plutôt un manque de mise en œuvre. Reste à savoir pourquoi ce pacte n'existe plus depuis longtemps après un an de guerre en Ukraine avec l'industrie. Cela aurait peut-être évité au ministre de la Défense Boris Pistorius à Ramstein d'être les mains vides sur la question des chars. Surtout, cela aurait pu empêcher pire : le gouvernement allemand est désormais dos au mur.